

# **Quick joue la restauration islamique contre la République laïque**

Il y avait eu l'affaire du Franprix d'Evry. En 2002, cette épicerie de la région parisienne avait décidé de passer au « tout-halal » et de ne proposer à ses clients ni porc ni alcool. Manuel Valls, maire PS de la ville, avait vivement protesté et fait fermer le commerce, officiellement pour conditions d'hygiène non conformes, une décision finalement cassée par la justice. Démonstration de la façon dont l'islamisation de notre société passe par un usage du droit et des libertés que les fossoyeurs d'une France laïque et républicaine savent retourner contre elle, où la justice n'est pas la mieux placée pour juger d'enjeux politiques sous-jacents à des faits qui la dépassent.

## **Quick et le bizeness halal, la fin justifie les moyens !**

Désormais, c'est la chaîne de restauration rapide Quick de se mettre au cœur de cette polémique. Nous avons déjà dénoncé dans Riposte laïque le fait que la chaîne KFC revendique de vendre du poulet halal dans tous ses restaurants. Depuis quelques mois, la chaîne Quick ne vend que des hamburgers halal dans huit de ses trois cents soixante-deux restaurants français. L'expérimentation, lancée pour six mois, a commencé en juillet à Toulouse, avant de s'étendre à Argenteuil (95), Garges-lès-Gonesse (95), Buchelay (78), Villeurbanne (69), deux restaurants de Marseille, et Roubaix (59) depuis le 30 novembre.

Ainsi, le bacon est à présent banni des tranches de pain, remplacé par de la dinde fumée, et du bœuf certifié halal, c'est-à-dire tué dans les règles par un « sacrificateur agréé

». L'expérience « hamburger halal » est signalée à l'entrée des huit restaurants tests par des affiches indiquant que « le Burger Strong Bacon n'est pas disponible à la carte de ce restaurant » où « les viandes proposées sont certifiées halal ». Un scandale bien à l'image de la morale de l'argent roi où le seul objectif est de faire du fric sur le dos de tout et en dépit de toute autre considération.

## **Des réactions qui rejettent cette contamination entre commerce et islamisation des quartiers**

Lorsque le maire socialiste de Roubaix apprend que ses administrés sont privés de cochon depuis plusieurs mois, son sang ne fait qu'un tour. Dans La Voix du Nord datée de lundi, René Vandierendonck annonce qu'il ne souhaite pas que l'expérience soit reconduite et menace de saisir la Halde (Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité). « Je me félicite que Quick adapte son offre aux consommateurs en proposant du halal, mais ça va trop loin quand on ne propose plus que cela, cela devient discriminatoire », explique l'élus au Monde.fr, avant de rappeler qu'il est membre du Haut Conseil à l'intégration. Quick étant le seul fast-food du centre-ville, il juge anormal que les clients n'y trouvent pas « les mêmes produits » que dans toute autre franchise du territoire : « Oui à la diversité, non à l'exclusion », résume-t-il. D'ailleurs, le maire de Roubaix, est allé courageusement au bout de sa démarche et a porté plainte auprès du procureur de Lille, jeudi, pour « discrimination » contre l'enseigne.

Chez Quick France, on explique vouloir poursuivre cette expérimentation jusqu'à son terme pour « valider l'intérêt et la faisabilité technique de cette offre commerciale », alors que le marché de l'alimentation halal en France est une « niche » en plein essor, évaluée à près de 5,5 milliards d'euros pour 2010, selon Solis, un cabinet spécialisé dans les

études marketing ethniques. « Nous voulons seulement voir comment la clientèle réagit à cette offre », explique la marque, n'hésitant pas à prendre l'opinion publique pour plus bête qu'elle n'est. Le petit peuple est censé ne rien n'y comprendre et les élus de la République invités à garder le silence car ici il n'y aurait rien à voir, puisque la question ne regarderait que le domaine du commerce et des prises de position sur un marché porteur ! C'est le même mépris que celui des spéculateurs pour les dégâts faits sur notre société et les millions de personnes touchées par la crise économique, mais cela passe évidemment par perte et profit de cette morale qui n'en est pas une. Le capitalisme n'a décidément rien, mais rien, de moral !

Une logique économique qui a du mal à passer auprès de certains responsables politiques. Le porte-parole du gouvernement Luc Chatel a ainsi fait part de ses réticences, soulignant qu'il n'était « pas un fana du communautarisme ». « C'est précisément parce que [le fast-food] ne laisse pas de choix aux clients non musulmans que cette attitude est inadmissible », s'est quant à lui indigné le député UMP des Bouches-du-Rhône, Richard Mallié. Le maire de Roubaix estime enfin que la « discrimination » est d'autant plus insupportable que Quick est une « enseigne nationale », propriété de la Caisse des dépôts et des consignations, le bras financier de l'Etat.

## **Fadela Amara et Cécile Duflot au secours de Quick au nom d'une diversité qui joue contre la société**

Selon Fadela Amara, qui s'illustre encore après sa dernière sortie où elle reprenait l'argument de son mentor du karcher à son compte en matière de politique de la ville, elle explique concernant cette polémique que ce qui l'inquiète « c'est qu'elle crée la confusion (...) Dans cette affaire de fast-food, on mélange, à tort, communautarisme et diversité. » selon

elle. « Le communautarisme, c'est autre chose. Le voile intégral, par exemple, ça, c'est un véritable scandale », déclare-t-elle. Comme c'est facile, dans la continuité des gages qu'elle peut donner aux tenants du communautarisme en France sur un mode des plus démagogique en se déclarant faire le Ramadan.